

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

Route DE CHALAMPE
68390 Sausheim

Références : 0006700467_2025_03_10_PSA(Général)_VIIC_Ech_AIR
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2025 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle de Suivi des Échéances concernant l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 16 août 2023 qui faisait suite à la visite d'inspection du 12 mai 2023 sur les rejets atmosphériques des ateliers Outillage, Ferrage, Montage et Emboutissage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën SNC Mulhouse

- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage) mais il abrite d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 août 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect flux COVNM	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Définition du programme de surveillance	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Respect flux poussières	AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté :

- le respect du flux horaire sur le paramètre COVNM qui ne doit pas dépasser 150 kg/h
- la définition et la mise en place d'un programme de surveillance pour l'atelier Ferrage comme attendu par la prescription
- le respect du flux annuel du site pour le paramètre poussières qui doit être inférieure à 20 tonnes/an

Compte-tenu des constats effectués par l'Inspection lors du contrôle, il est proposé au préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect flux COVNM

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Flux COVNM
Prescription contrôlée :

Dans les 3 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé :

« Conformément aux dispositions de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 02/02/98, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air autour de son site pour les composés suivants si le flux émis par ses installations en COVNM dépasse 150 kg/h (l'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection les valeurs obtenues si le flux horaire d'émission est en dessous de 150 kg/h). »

Constats :

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 27 février 2025 un fichier de type tableur reprenant l'historique des résultats des mesures atmosphériques pour le site STELLANTIS de Mulhouse.

Une section du document concerne les émissions totales qui permettent de vérifier les valeurs de flux total pour certains paramètres: poussières, NOx, COVT, COVNM, ...).

Pour le paramètre COVNM (Composés Organiques Volatils Non Méthaniques), l'exploitant a réalisé un tableau qui reprend les valeurs de flux de COVNM (à partir des mesures du plan de surveillance et des heures de fonctionnement) pour chaque atelier et pour chaque année (à partir de 2015) ce qui permet d'obtenir le flux annuel en COVNM pour chaque atelier.

A partir de ces valeurs, l'exploitant détermine le flux horaire en COVNM pour le site de Stellantis (détail par atelier):

Atelier	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Peinture	2,0	35,0	44,1	42,1	42,6	47,4	34,8	48,6	33,6	45,6
Mécanique	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,5	0,1	0,5	0,4
Fonderie	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,6	0,4
Montage	0	0	0	0	0	0,5	0,4	0,7	1,3	0,7
Outils	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total COV (en	2,71	35,6	44,8	42,8	43,3	48,5	36,1	49,7	35,4	47,1

kg/h)										
<p>A partir des données ci-dessus, l'Inspection a constaté que depuis 2015, le site de STELLANTIS de Mulhouse a un flux horaire en COVNM inférieure à 150 kg/h.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection et permet de lever la mise en demeure.</p>										
Type de suites proposées : Sans suite										
Proposition de suites : Levée de mise en demeure										

N° 2 : Définition du programme de surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance rejets AIR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les 3 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 10.1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 susvisé :</p> <p>« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, pour le 31/12/2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un programme de surveillance des émissions atmosphériques de l'atelier « Ferrage » établi sur la base des dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; • les éléments permettant de justifier de sa pertinence, notamment : une description succincte des activités, la liste des points d'émission dans l'atmosphère de l'atelier, la nature des polluants susceptibles d'être émis, ; • la méthode d'évaluation des rejets annuels dans l'atmosphère des différents polluants. <p>L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance de ses émissions atmosphériques de l'atelier « Ferrage » proposé à partir du 01/01/2021. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection un document nommé "synthèse étude rejets atmosphériques Ferrage Stellantis Mulhouse" daté du 05 mars 2025.</p> <p>Lors de la présentation du document en salle, l'exploitant a indiqué qu'il a mis à jour son plan de surveillance, qu'il a réalisé une mise à jour de la cartographie des émissaires de l'atelier Ferrage (notamment, en indiquant le nombre d'émissaires à l'arrêt) et il a réalisé un argumentaire détaillé du choix des points de mesure qu'il considère représentatif de ses émissions.</p> <p>Après analyse des éléments présentés par l'exploitant lors de la visite, l'Inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le programme de surveillance indiqué dans le document se base sur l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'Inspection a notamment constaté

la prise en compte des articles 39 et 46 en imposant dans son programme de surveillance les paramètres et la fréquence indiqués dans ces articles.

- l'exploitant a mis en place une méthodologie pour justifier la pertinence de mesurer certains émissaires notamment en indiquant:
 - les activités émettrices de polluants (ici, les activités de soudures)
 - sur un plan, les points d'émission de ces activités dans l'atelier Ferrage et en les notant du point le plus émissif au moins émissif
- l'exploitant a mis en place une méthode de calcul des émissions pour estimer la quantité des rejets annuels de l'atelier Ferrage (cette méthodologie se base sur le listing des émissaires en fonctionnement et d'appliquer les mesures de rejets au niveau de l'émissaire le plus polluant)

Les constats réalisés répondent aux non-conformités et aux réponses attendues lors de la visite d'inspection du 12 mai 2023.

Par conséquent, les constats effectués permettent de lever la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Respect flux poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/08/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Flux poussières

Prescription contrôlée :

Dans les 6 mois suivant la notification de l'acte, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 susvisé :

" Les émissions totales du site (issues des installations réglementées par cet arrêté et de celles réglementées par les arrêtés spécifiques) respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Flux annuel maximal
Poussières	20 t/an

"

Constats :

Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 27 février 2025 un fichier tableur reprenant l'historique des résultats des mesures atmosphériques pour le site STELLANTIS de Mulhouse.

Une section du document concerne les émissions totales qui permettent de vérifier les valeurs de flux total pour certains paramètres (poussières, NOx, COVT, COVNM, ...).

Pour le paramètre poussières, l'exploitant a réalisé un tableau qui reprend les valeurs de flux (à partir des mesures du plan de surveillance et des heures de fonctionnement) pour chaque atelier et pour chaque année (à partir de 2015) ce qui permet d'obtenir le flux annuel en poussières pour chaque atelier:

Atelier	2024
---------	------

Forge	0,8
Peinture	0,6
Mécanique	2
Fonderie	2,1
Ferrage	0,3
Chaudières centrales	0,04
TOTAL (en tonne)	6,2

A partir des données ci-dessus, l'Inspection a constaté qu'en 2024, le site de STELLANTIS de Mulhouse a un flux annuel en poussières inférieur à 20 tonnes/an.

Ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection et permet de lever la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure